



Les lycées pros sur le modèle de l'apprentissage, c'est toujours non !

Lors de son allocution, E. Macron a réaffirmé porter la réforme des lycées pros comme une de ses priorités au mépris d'une opposition toujours vive à ce projet de la part des personnels. Si une réforme « scolaire » est portée au plus haut niveau de l'État, ce n'est aucunement dans l'intérêt des jeunes mais bien dans la continuité des politiques libérales et des réformes engagées par l'exécutif.

Au prétexte d'atteindre le plein emploi et d'une prétendue maîtrise du déficit de l'État, le gouvernement impose une série de réformes qui lui servent aussi d'alibi pour empêcher toute redistribution plus juste des richesses. La réforme de l'assurance chômage, les expérimentations liées au RSA, la réforme des retraites mais aussi celle des lycées professionnels vont obliger un nombre accru de jeunes, de séniors, de salarié-es à consentir à des contrats d'apprentissage, à des contrats de travail au rabais, à des emplois toujours plus précaires et à des métiers actuellement désertés par les actifs qualifiés. Dans cette période d'inflation et de pénurie d'emplois inédite dans de nombreux secteurs d'activité, les salarié-es retrouvent du pouvoir de négociation que le gouvernement tente en réalité de contenir par ses réformes et par la distribution d'argent public aux entreprises sans contrepartie. Ainsi, il participe activement et financièrement à abaisser le « coût » du travail, exigence revendiquée par les organisations patronales, au détriment de mesures salariales et sociales qui répondent aux besoins de la population de ce pays.

La réforme des lycées pros dont l'objectif est de les transformer sur le modèle de l'apprentissage s'inscrit bien dans ce projet global. Du statut plus protecteur d'élève, les jeunes basculeraient sur un statut de salarié-e directement soumis aux aléas et aux difficultés du monde du travail. L'offre en formations professionnelles serait dictée par les besoins en main d'œuvre des entreprises de proximité. Quant aux personnels, le risque d'une transformation majeure des métiers et des statuts est grand.

La FSU et ses syndicats dénoncent ces choix politiques et ses réformes à l'opposé des besoins des agent-es de la Fonction publique, des usager-es et des salarié-es. En tant que première fédération des ministères de l'Éducation nationale et de l'Agriculture, la FSU combat le projet de réforme des lycées professionnels et porte au contraire l'exigence sociale d'un renforcement du service public d'éducation dans son ensemble, seul garant de la sécurisation des parcours scolaire et professionnel des jeunes.

Paris, le 23 mars 2023